



Les élus du SNEP profitent de ce début d'année, déjà bien entamée, pour adresser ses vœux à tous les membres de cette assemblée ainsi qu'à tous ceux dont le but est de faire vivre, de développer le sport scolaire.

Le contexte politique actuel est source d'instabilités, d'incertitudes et d'inquiétudes. Il est donc légitime de se questionner sur la place de l'école dans notre société ainsi que celles occupées par l'EPS et l'UNSS. Rappelons que cette dernière fédère quelques 9200 associations et près de 1200000 licenciés.

Or depuis 3 ans, et la nomination d'O. Giraud et de ses collaborateurs, nous enseignants d'EPS, ne pouvons que constater la dégradation des finances de notre fédération, ce qui n'est pas sans conséquences concrètes sur le fonctionnement de nos AS : déficit de 12,3M€ en 2022/2023, 1 M€ cette année. Quelles sont les raisons d'un tel constat ? Le recours à des cabinets conseils extérieurs dont le bénéfice, la plus-value reste encore à démontrer, l'augmentation de 13,4% de la rémunération des trois plus hauts cadres de la structure, le déficit de 2,1 M€ des gymnasiades de 2022...les exemples ne manquent pas !

Bien auparavant déjà, en 2018, Laurent Petrynka, Directeur général de l'UNSS et président de l'ISF (fédération internationale du sport scolaire) de l'époque dépensait sur les deniers de l'UNSS, notre fédération, 200000€ pour l'organisation d'un somptueux dîner de charité ! Pendant ce temps, les AS ont toutes les difficultés pour boucler leur budget !

Or deux rapports de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche sur la gestion de l'UNSS ont été publiés en 2021 et 2024. Tous deux ont été enterrés ! Pourquoi ?

La méfiance, la suspicion, une certaine forme de ras le bol, de dégoût émergent chez les enseignants d'EPS. La confiance envers la direction nationale est rompue. Les nombreuses mobilisations lors de compétitions UNSS sur tout le territoire et relayées par la presse en témoignent. Quel gâchis d'argent ! Pendant ce temps, les enseignants, les coordonnateurs de district, les DSD et DSR, doivent faire preuve d'imagination pour assurer le bon fonctionnement des AS. Quand ces dernières font part de leurs difficultés financières, la direction nationale répond en augmentant de 13% le coût des affiliations et des licences. Cela permet quand même de récupérer 2,3M€ ! De qui se moque-t-on ?

Par ailleurs le nouveau règlement fédéral, imposé par la Direction Nationale, contre l'avis des représentants des AS et du SNEP/FSU interroge. La réduction du nombre de catégories d'âges par rapport au règlement 2020/2024 semble peser sur la participation du plus grand nombre. De plus les différences morphologiques à ces âges ne permettent pas, pour certaines activités, une pratique en sécurité pour tous nos licenciés. On peut se questionner sur l'intérêt, le but recherché par de telles modifications !

Enfin quid de l'héritage des JOP de Paris. Ce moment sportif unique aurait dû être un magnifique tremplin pour le développement de l'EPS et le sport scolaire. Or cela ne semblera rester que du domaine des intentions. La baisse du budget du ministère des sports l'atteste.

Dans ce conteste quelque peu morose, une lueur d'espoir apparaît : le dévouement, l'investissement sans faille des enseignants d'EPS pour continuer à faire vivre un sport scolaire accessible, ambitieux et éducatif pour tous nos élèves, un sport scolaire droit pour toutes et tous.

Merci pour votre écoute.

Les représentants du SNEP/FSU 28